



SciencesPo.

CERI
CNRS

PEROU : OLLANTA HUMALA FACE A LA CONTESTATION ENVIRONNEMENTALE

Doris Buu-Sao

(Doctorante au CERI-Sciences Po)

Tout au long des années 2000, l'actualité péruvienne a été marquée par de nombreux conflits qui peuvent être qualifiés de socio-environnementaux. Ils ont opposé, de manière parfois violente, les populations locales, regroupées en organisations « indigènes » ou « paysannes », aux compagnies d'extraction minière. Ollanta Humala, chef de file du Parti nationaliste élu président de la République le 5 juin 2011, est souvent vu comme un soutien de ces contestataires des Andes et de l'Amazonie, régions dans lesquelles il a recueilli ses résultats électoraux les plus élevés. Dans la zone de l'*altiplano*, des mouvements de protestation contre l'activité minière paralysaient le district de Puno depuis deux mois quand, à la veille du premier tour du scrutin présidentiel, les leaders de la contestation ont décrété une suspension de leur mobilisation pour permettre aux électeurs de se rendre aux urnes.

Ollanta Humala a obtenu 77 % des suffrages dans ce district. Alors que le dynamisme de l'économie péruvienne repose sur l'extraction des minerais et des hydrocarbures, l'élection d'Ollanta Humala semble de nature à remettre en question cette politique du « tout extraction » qui a été à l'origine de la plupart des conflits sociaux du Pérou.

La politique de libéralisation des industries extractives a été initiée en 1991 par le Président Alberto Fujimori (1990-2000), elle s'est accentuée sous les mandats d'Alejandro Toledo (2001-2006) et surtout d'Alan García (2006-2011). La croissance exponentielle des concessions minières s'est alors accompagnée d'une forte contestation de l'extraction des ressources naturelles, au nom de la défense de l'environnement et parfois de droits spécifiques des populations autochtones. D'après l'Observatoire public des conflits sociaux (Defensoría del pueblo)¹, les deux tiers des conflits sociaux du Pérou (66%) seraient aujourd'hui liés à l'extraction de minerais et d'hydrocarbures.

Situé à 4 000 mètres d'altitude sur les hauts plateaux andins de la région de Cajamarca, Yanacocha est considéré comme le gisement d'or le plus important d'Amérique latine. Découvert en 1980 par un géologue français, il est exploité, depuis 1994, par deux actionnaires principaux : la compagnie américaine Newmont Mining Corporation et l'entreprise péruvienne Compañía de minas Buenaventura. Depuis trente ans, l'activité aurifère a été source de conflits qui se sont multipliés avec les années. Ainsi, en juin 2000, un camion de la mine de Yanacocha a déversé accidentellement 150 kilos de mercure le long d'une route, provoquant de lourds dégâts sur l'environnement. Les habitants s'organisent peu à peu pour protester contre cette dégradation. Depuis 2004, les routes sont régulièrement bloquées, les bâtiments publics occupés et des manifestants ont envahi les rues à plusieurs reprises pour s'opposer à l'extension des opérations minières. Le 3 août 2006, les affrontements avec les forces de l'ordre ont même fait une victime parmi les manifestants. La région de Cajamarca est emblématique de l'enjeu socio-environnemental et de la question de l'arbitrage entre développement économique et protection de l'environnement. Dans le passé, les élites politiques ont la plupart du temps soutenu les compagnies d'extraction plutôt que les contestataires.

Le 30 mai 2011, au terme de sa campagne présidentielle, Ollanta Humala affirmait à Cajamarca que la préservation de la qualité de l'eau serait l'une des priorités de son gouvernement. « La vie est plus importante que l'or et nous ne pouvons pas permettre que

¹ L'Observatoire public des conflits sociaux a été institué par la Constitution de 1993. Ses rapports sont consultables sur Internet (<http://www.defensoria.gob.pe>).

l'on continue à polluer l'environnement » déclarait-il². Mais les luttes socio-environnementales n'ont pas pris fin avec son élection à la présidence de la République. Deux mois à peine après son investiture, la région de Cajamarca était au cœur d'un nouveau conflit contre un projet d'extension de la mine de Yanacocha, qui comprenait un volet d'investissements de plus de trois milliards de dollars et impliquait l'assèchement de quatre lagunes alimentant la région en eau. Le président récemment élu affirme alors qu'extraction de l'or et accès à l'eau ne doivent pas être inconciliables, critiquant l'intransigeance des contestataires. « Le gouvernement n'acceptera d'ultimatum de personne. [...] Nous voulons protéger les ressources naturelles des communautés, mais aussi les activités productives »³ a indiqué le chef de l'Etat. Le 24 novembre 2011, une grève illimitée paralyse la région et des affrontements avec les forces de l'ordre font plusieurs blessés. Le 4 décembre, l'état d'urgence est décrété et l'incapacité du Premier ministre à résoudre le conflit entraîne un remaniement ministériel. A cette occasion, le ministre de l'Intérieur prend la présidence du Conseil des ministres. Autant de mesures qui font parler d'un durcissement – voire d'une militarisation – de la gestion des conflits environnementaux.

Fujimori président « dictateur », García « néolibéral », Humala « nationaliste » ... Peu importent les étiquettes politiques des gouvernements qui se sont succédé, toutes ont été transcendées par l'enjeu stratégique que représente l'exploitation des ressources naturelles, qui est au fondement même de la formation de l'Etat péruvien. Le pays, indépendant depuis 1821, a conquis sa place dans le commerce international à partir des années 1850 grâce à l'exportation du *guano*. A la fin du XIX^e siècle, l'exploitation massive du caoutchouc s'est accompagnée d'une mise en valeur des terres amazoniennes et de la domestication de la main-d'œuvre indigène, assurant ainsi la consolidation des frontières orientales du pays. Tout au long du XX^e siècle, l'exploitation des ressources naturelles a approvisionné les finances publiques. L'extraction des minerais (notamment l'or, le cuivre et le plomb) et des hydrocarbures a été principalement assurée par des acteurs privés. L'octroi de concessions par l'Etat, la mise en place de redevances et d'impôts spéciaux ont cependant permis d'alimenter le budget national. En juillet 2011, le secteur des minerais et hydrocarbures représentait les deux tiers des exportations totales du pays (66%) d'après les statistiques du ministère du Commerce extérieur et du Tourisme péruvien et de l'Institut national de statistiques et d'informatique (INEI).

² « Ollanta Humala inició cierre de campaña con mítines en Cajamarca y Huaraz », *Andina*, 31 mai 2011.

³ « Ollanta Humala, "Protegeremos los recursos naturales, pero también las actividades productivas" », *El Comercio*, 16 novembre 2011.

Quelle que soit la radicalité prêtée à Humala, une fois élu, celui-ci ne peut guère que composer avec cette pratique gouvernementale qui veut que, depuis son indépendance, l'Etat péruvien s'appuie sur l'extraction des ressources naturelles. Reste à savoir comment le nationaliste péruvien justifiera auprès des populations locales son soutien aux compagnies d'extraction.